

Brochure n° 3127

Convention collective nationale

IDCC : 1396. – **INDUSTRIES DE PRODUITS
ALIMENTAIRES ÉLABORÉS**

ACCORD DU 15 MARS 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2011
(BRETAGNE OUEST ATLANTIQUE)

NOR : ASET1150458M

IDCC : 1396

Entre :

Le syndicat des fabricants d'aliments conservés de Bretagne Ouest Atlantique,

D'une part, et

Le syndicat de l'alimentation CFDT,

D'autre part,

suite aux négociations intervenues entre les précités, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'évolution des salaires minima pour l'année 2011 se fera en une seule augmentation qui interviendra le 1^{er} mars 2011.

Barème des minima applicables au 1^{er} mars 2011

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	RÉMUNÉRATION TOTALE (taux horaire x 151,67 heures)
I	120	9,04	1 371,10
	125	9,10	1 380,20
	130	9,12	1 383,23
	135	9,15	1 387,78
	140	9,18	1 392,33
II	145	9,22	1 398,40
	150	9,29	1 409,01
	155	9,35	1 418,11
	160	9,42	1 428,73
	165	9,49	1 439,35

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	RÉMUNÉRATION TOTALE (taux horaire x 151,67 heures)
III	170	9,63	1 460,58
	175	9,76	1 480,30
	180	9,90	1 501,53
	185	10,05	1 524,28
	190	10,19	1 545,52
	195	10,34	1 568,27

Article 2

« Aération » de la grille des minima

Les parties ont convenu de poursuivre, toute chose étant égale par ailleurs, et notamment le niveau des minima sociaux tels que définis par le gouvernement au 1^{er} janvier de chaque année, l'« aération » de la grille des minima, à savoir rétablir à terme un écart de 15 % entre le coefficient 120 et le coefficient 195.

Article 3

Contrepartie aux opérations d'habillage et de déshabillage

Aux termes des dispositions de l'article L. 3121-3 du code du travail, les salariés assujettis au port d'une tenue de travail spécifique doivent pouvoir bénéficier d'une contrepartie, soit sous forme de repos, soit financière.

Après avoir rappelé que ces temps d'habillage et de déshabillage ne constituaient pas du temps de travail effectif, le présent accord revalorise, à compter du 1^{er} janvier 2011, la contrepartie financière forfaitaire à 156,31 € bruts annuels.

Cette contrepartie sera calculée au prorata du temps de travail effectif de chaque intéressé dans le cadre de la durée annuelle de travail en vigueur dans l'entreprise.

La présente contrepartie ne se cumule pas avec toute autre disposition ayant le même objet, instituée soit dans le cadre d'un accord d'entreprise, d'un accord d'établissement, ou par le biais d'un contrat de travail, et ce quelle qu'en soit la forme (repos ou financière) à condition toutefois que les dispositions retenues prévoient une contrepartie au moins égale au montant minimum forfaitaire ci-dessus.

Article 4

Formalités de dépôt. – Publicité

Le texte du présent accord sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion (Quimper) et aux services centraux du ministère chargé du travail (en deux exemplaires, une version sur support papier et une version sur support électronique), conformément aux dispositions du code du travail.

(Suivent les signatures.)